

**FICHE INDIVIDUELLE A DESTINATION DES SERVICES D'EAU
PARTICIPANT A L'ETUDE CEP
DONNEES 2011**



Nom de la collectivité : Varcès-Allières-et-Risset

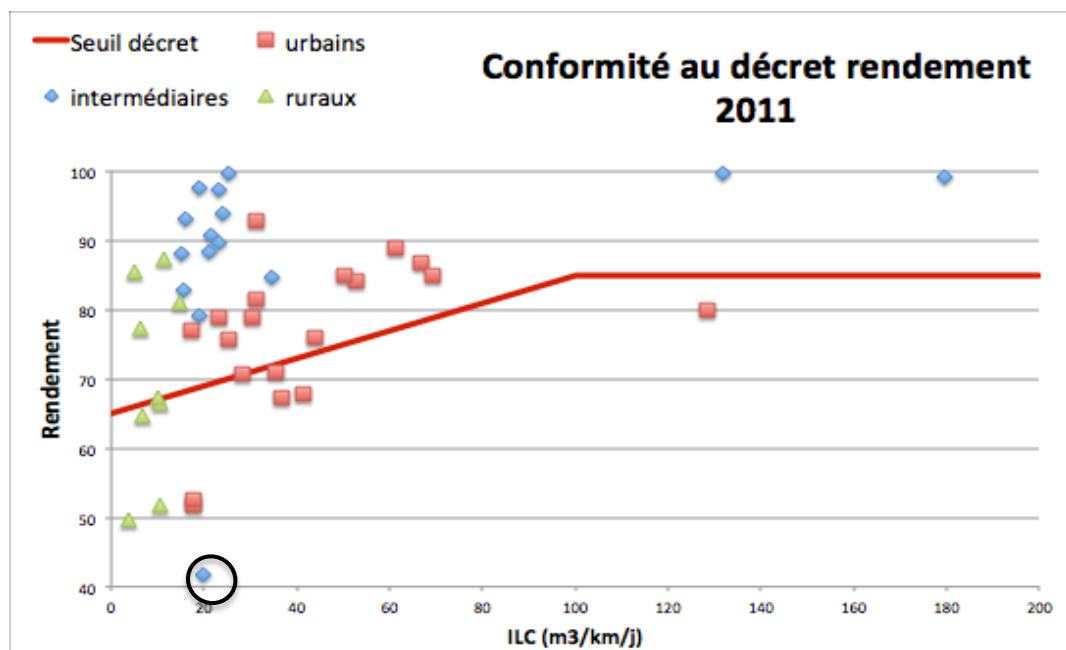
Type de collectivité : Commune

Les données présentées ci-dessous ont été renseignées par le service d'eau potable sauf celles marquées d'un astérisque « * ». Celles-ci ont été calculées à partir des données renseignées par les services, voir notice explicative.

COLLECTIVITE	PERIMETRE CEP
Généralités Abonnés : 2 448 ILC : 19,8 m ³ /km/j Habitants : 6 674 Densité habitants* : 155 hab/km Mode de gestion : <i>régie directe</i> Branchements : 0 Date de règlement de service : Volume entrant : 764 Mm ³ <i>non disponible</i> Volume facturé : 332 Mm ³ Linéaire de réseau : 41 km Installation de traitement : <i>oui</i>	Abonnés CEP : 170.733 Habitants CEP : 467.591 Linéaire total : 2.145 km Branchements : 98.355 Volume facturé : 30,2 millions m ³
Gestion Patrimoniale Ouvrages : 1 captage, 2 stations de pompage, 3 réservoirs Nombre total de compteurs : 2 228 Pourcentage de compteurs +12 ans : 59,0 % Linéaire renouvelé sur 5 ans : 6,25 km Pourcentage moyen renouvelé par an* : 1,45 % Connaissance de l'âge des réseaux : <i>non</i>	Compteurs CEP : 173.954 % CEP (+12ans) : 37,1 % moyenne CEP : 1%/an moyenne nationale 2009 : 0,6%/an
Performance Rendement* : 41,8 % Indice Linéaire de Pertes* : 27,6 m ³ /km/j	Rendement CEP : 79,1% ILP CEP : 12,0 m ³ /km/j
Décret "rendement" : Niveau de connaissance du patrimoine : <i>non disponible/100</i> Seuil de rendement imposé par le décret* : 69% Rendement 2011 : 41,8% rendement lissé sur 3 ans* : 46,1% <i>Graphique de conformité des rendements en p2</i>	Moyenne CEP : 61/100 pts Seuil décret CEP : 72,8 % Rendement CEP : 79,1% Rendement CEP lissé : 78,4%
Branchements en plomb : Nombre de branchements en plomb restant connus : 5 Evaluation du coût de remplacement* : 9 000 € Estimation par le service d'eau de la fin des travaux : <i>non disponible</i>	Nombre CEP : 4.506 Total CEP : 9.787 k€
Données financières Recettes réelles totales de fonctionnement: 757 k€ Capacité d'autofinancement 2011* : 80 k€ Durée d'extinction de la dette 2011* : 10 ans Prix 2011 du service d'eau potable (base 120m ³) : 0,80 €/m ³ Evolution du prix depuis 2008* : + 14,6 % <i>Graphique d'analyse p2.</i>	CAF CEP : 9.000 k€ Extinction dette CEP : 5,4ans Prix moyen CEP : 1,14 €/m ³ Evolution CEP : +14,8 % Prix moyen national : 1,55€/m ³ (2009)

* calcul CEP, voir notice explicative

Graphique 1 : Conformité des rendements de 2011 par rapport aux exigences du décret



Varces est entourée.

Elle est à interpréter au regard des réseaux de typologie semi-urbaine (losanges bleus). En 2011 son rendement était de 41,8% et était inférieur de 27 points au seuil imposé par le décret "rendement". En 2008 (pas sur le graphique), son rendement était de 57,2%. Le rendement a donc baissé de 15,4 points en quelques années, en dépit des travaux de renouvellement assez intenses menés sur le réseau (1,45% par an pendant 5 ans). Cela s'explique notamment par une importante baisse de consommation de l'ensemble militaire, très gros consommateur du service (-30 000 m³ en 3ans). Le niveau de rendement devient un enjeu réglementaire au regard du récent décret sur les performances des réseaux.

On notera que le rendement traduit moins l'état du réseau que les consommations de ses usagers. Pour mesurer la performance en matière de fuites, l'ILP est plus approprié, puisqu'il estime les pertes sur le réseau. L'ILP de Varcès est de 27,6 m³/km/j, et augmente progressivement depuis quelques années (16,8 m³/km/j en 2008). En 2011, le réseau de Varcès présentait des fuites importantes. Cependant, grâce aux nombreux travaux menés par le service, le rendement et l'ILP devraient très prochainement s'améliorer.

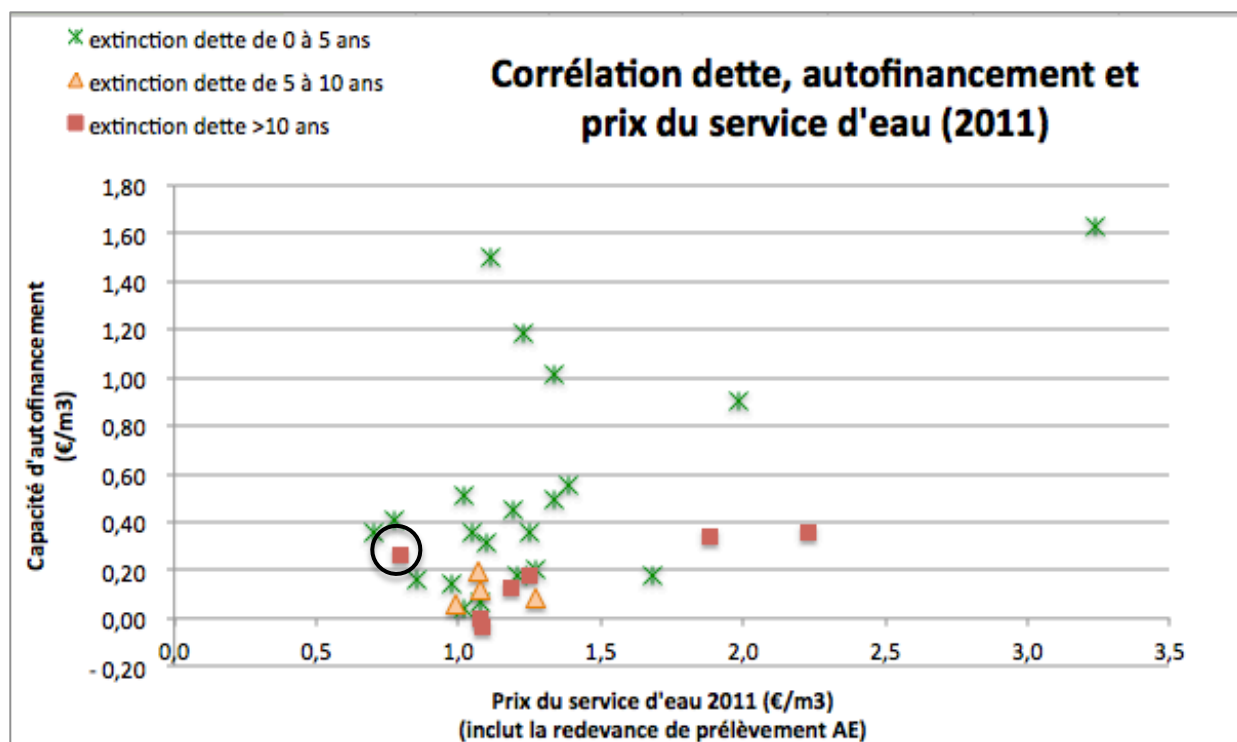
Au delà de l'amélioration des performances du réseau, le service d'eau de Varcès peut consacrer ses efforts à d'autres enjeux.

On peut envisager l'amélioration du degré de connaissance du réseau. Cette donnée n'est pas connue précisément par la CEP, il s'avère cependant que le service n'a pas connaissance de l'âge ou de la période de pose de ses conduites.

Outre l'enjeu réglementaire que constitue désormais la connaissance du patrimoine avec le décret "rendement", cette connaissance permet à de nombreux services d'eau d'identifier les zones fragiles car vieillissantes du réseau d'eau et d'anticiper les futurs pics de renouvellement grâce à une pyramide des âges.

Par ailleurs, le parc de compteurs présente des signes de vieillissement (59% des compteurs ont plus de 12 ans).

Graphique 2 : Dette, autofinancement, prix du service eau potable : vision globale des marges de manœuvre



Le graphe ci-dessus propose de croiser 3 données financières : le niveau de dette, l'autofinancement (en ordonnée, qui inclut les montants d'assainissement et d'agence de l'eau) et le prix du service d'eau, base 120m³ (en abscisse).

Varces est entourée.

Son extinction de dette est de 10 ans (donc carré brun) et elle dégagait en 2011 un autofinancement de 0,26 €/m³ facturé, pour un prix de l'eau de 0,80 €/m³.

Cela traduit *a priori* une santé financière du service d'eau à surveiller.

En effet, le prix pratiqué est un des plus faibles du territoire (moins d'1€/m³) et permet de dégager un autofinancement relativement faible de 26 cts/m³ facturés. On nuancera cette valeur en remarquant que cela correspond à 80 k€/an.

Le niveau de dette est légèrement élevé (1,1M€ en 2011), vraisemblablement en lien avec les opérations de renouvellement entre 2008 et 2011 (6,25 km renouvelé).

Quelles marges de manœuvre en cas de besoin d'investissement ?

S'il devait financer de nouveaux travaux, le service pourrait soit s'autofinancer, soit contracter un nouvel emprunt. S'il est besoin de dégager davantage d'autofinancement, Varces dispose d'une grande marge de manœuvre en termes d'augmentation du prix de l'eau (très bas). Cette solution serait intéressante pour des investissements réguliers à moyen terme.

Pour un investissement ponctuel, une faible marge de manœuvre reste disponible en matière d'emprunt. Il est toutefois déconseillé à un service d'eau de s'imposer une durée d'extinction de la dette supérieure à 12 ans.

A long terme, afin d'anticiper les possibles pics de renouvellement dus au vieillissement simultané des conduites, et dans le cadre des préconisations de la Directive Cadre Européenne 200/60/CE, le service peut envisager la possibilité de provisionner pour financer ces futurs travaux.